

CP - Ce qui s'est vraiment passé à Sainte-Soline malgré les mensonges de la préfecture et du ministre de l'Intérieur



Le lendemain de cette journée de mobilisation historique contre les méga-bassines, la Confédération paysanne, les Soulèvements de la Terre et Bassines Non Merci tiennent à rappeler les faits. Alors que des intox sont affirmées au plus haut niveau de l'Etat, nous avons vu et pouvons prouver :

Une mobilisation historique de 30 000 personnes

Première intox de la préfecture, il y aurait eu 6000 manifestant-e-s et "1000 individus radicaux violents" isolés du cortège.

Tous les journalistes, élu.e.s, observateurs présents sur place peuvent en témoigner, la mobilisation était largement plus importante. Nous comptons déjà 10 000 personnes sur le campement tôt samedi matin (avec des considérations logistiques de repas et approvisionnement qui peuvent en témoigner), et des milliers de personnes sont arrivées tout au long de la matinée.

Les 3 cortèges qui se sont formés au départ de la manifestation regroupaient plus de 25000 personnes. De nombreux autres manifestant.e.s, notamment les personnes qui venaient des sept convois en provenance des grandes villes (chacun composés de plusieurs centaines de véhicules) ont été entravées par la police et ont rejoint la manifestation après que les cortèges se soient élancés.

Nous arrivons donc facilement au chiffre de 30 000 manifestant-e-s mobilisés pour la défense de l'eau. C'est 4 fois plus que la dernière mobilisation à Sainte-Soline. A chaque fois que la préfecture interdit, mais surtout à chaque fois que nous trouvons les gestes de désobéissance adéquat pour impacter les projets de bassines, les manifestations grossissent.

Les dizaines de milliers de personnes rassemblées hier sont venues de toute la France et d'Europe. Elles ont cheminé pendant 6km jusqu'au chantier pour l'entourer et l'arrêter. Le tout dans une ambiance festive, déterminée et en se tenant ensemble - loin du cliché vendu par Gerald Darmanin de 1000 individus isolés cherchant la violence. Il n'y pas d'"éléments radicaux" mais un peuple de

l'eau qui se soulève.

Dossier photo : <https://driveterrecom.girofle.cloud/s/yG8YdGERT9qjSSg>

Le désarmement collectif d'une pompe du chantier et des actions paysannes de plantage de haies et de montage d'une serre.

L'information a été noyée par le discours gouvernemental de diabolisation des opposant.es, mais une partie du cortège a brièvement pu pénétrer dans l'enceinte du chantier. Puis, à l'extérieur, c'est notamment une pompe centrale du dispositif venant d'être installée les mois précédents ainsi que plusieurs canalisations qui ont été démontées et mises hors d'état de nuire.

En parallèle, plus de 300 mètres de haies ont été plantées durant le cortège par les paysannes et paysans de la Confédération paysanne, car elles sont un moyen majeur pour retenir l'eau dans les sols. Une serre a également été montée sur une parcelle de Sainte-Soline pour montrer qu'il faut plafonner et prioriser l'eau. En effet, l'installation au maraîchage en Deux-Sèvres reste très difficile par manque d'accès à l'eau, accaparée par les promoteurs des bassines.

Une répression brutale et de nombreux.ses manifestant.e.s blessé.e.s

Tout ce qui suit peut être prouvé par les historiques d'appels, messages et témoignages concordants de dizaines de personnes dont des élu.es et paysan.ne.s. Les Observateurs de la Ligue des Droits de l'Homme ont également publié un fil et bientôt un communiqué l'attestant et confirmant l'entrave par les forces de l'ordre : <https://twitter.com/ObsParisien/status/1639983076032798720?t=9RNiifVaEW654H2taRsDtw&s=19>

Déni de démocratie, passage en force du gouvernement autant sur les retraites que sur les bassines, il ne reste que la brutalité policière et la violence politique du 49-3 au gouvernement. Sur les bassines, malgré des propositions de dialogue répétées depuis septembre 2021, le gouvernement n'a comme réponse que l'usage décomplexé d'armes de guerre contre ses opposants comme il l'a à nouveau prouvé hier.

Contrairement à ce qui a été annoncé par le ministre de l'Intérieur et la préfecture, ce ne sont pas 7 blessé.es, mais plus de 200 que nous recensons. Parmi eux, nous comptons au moins 40 blessé.es graves, une personne risque de perdre son oeil, beaucoup de plaies délabrantes aux jambes et au visage (machoires arrachées) provoquées par des grenades GM2L et des LBD. Une dizaine de personnes ont été transférées au CHU, une vingtaine de personnes avec leur pronostic fonctionnel engagé ou mutilées. 3 personnes ont même eu leur pronostic vital engagé. Nous sommes inquiets pour ces blessés, la priorité est et doit être à leur prise en charge.

Quelques images : <https://driveterrecom.girofle.cloud/s/in3wJAfo24PBHCR>

SUR LE CAS SPÉCIFIQUE DE LA PERSONNE EN URGENCE ABSOLUE TRANSFÉRÉE AU CHU DE POITIERS ET L'ENTRAVE A L'ARRIVÉE DES SECOURS PAR LES FORCES DE L'ORDRE

Une des personnes les plus gravement blessée aurait reçu une grenade GM2L au niveau de la tête. Entre le moment où elle a été blessée (13h30) et le moment où l'ambulance est arrivée (15h10), il s'est écoulé 1h40. L'hélicoptère du SAMU a décollé à 17h10, soit 3h40 plus tard. Le SAMU n'a pas pu intervenir plus tôt car il a été entravé par la police. Il est actuellement dans le coma après une intervention cette nuit, son pronostic vital reste engagé. Nous considérons que le gouvernement est

doublément fautif de son état critique actuel et de ce qui pourrait encore survenir de pire.

Voici le détail des informations que nous avons pu recouper à ce propos auprès d'observateurs de la ldh, d'élus et de médecins de l'équipe médical de la mobilisation présents sur place :

La personne a été blessée aux alentours de 13h30 aux abords de la bassine.

Il y a eu au minimum 7 appels du SAMU et 3 appels aux 112, entre 13h35 et 14h50 demandant une intervention pour une urgence absolue. A deux reprises au minimum, l'opérateur SAMU répond qu'il a eu l'ordre du commandement de la gendarmerie de ne pas intervenir.

À 14h00, les manifestants décident collectivement de se replier pour prendre en charge les blessés. Les affrontements cessent à ce moment là et la zone redevient calme.

A 14h50 un médecin urgentiste présente dans la manifestation demande un hélicoptère pour cette urgence absolue.

Une ambulance du SMUR finit par arriver à 15h10, et l'état du blessé ne permettant pas son déplacement, il ne part qu'à 16h10 après avoir été intubé et ventilé.

Il s'est déroulé plus d'une 1h30 entre le premier appel au SAMU faisant état d'une urgence absolue et l'arrivée de l'ambulance.

Ensuite, bien qu'au courant de l'urgence absolue du blessé et qu'il n'y ait pas d'autres blessés graves parmi les manifestants, le SAMU décide de garder l'ambulance sur place et déplacer le blessé au poste médical avancé de la Pommeraie au lieu de l'emmener directement au CHU de Poitiers (il y aurait eu 40-45min de route pour aller à Poitiers).

Un avocat présent au poste médical de la Pommeraie avancé a vu l'hélicoptère du SAMU décoller à 17h10 vers Poitiers.

Il s'est donc passé au minimum 3h40 entre le premier appel SAMU et son arrivée au CHU de Poitiers.

La lutte internationale pour le partage de l'eau se poursuit

Nous réitérons notre demande d'arrêt immédiat des travaux et l'ouverture d'un dialogue sur la préservation et le partage de l'eau pour la fin prochaine des projets de méga-bassines. Malgré la brutalité inouïe du gouvernement, le mouvement sort encore renforcés par ce niveau de mobilisation inédit. Et nous le disons : si le gouvernement s'obstine, nous reviendrons et continuerons à trouver les moyens que les chantiers s'arrêtent par des gestes de désobéissance toujours plus massifs. No bassaran !

Nous serons disponibles ces prochains jours à Paris ou bien dans les Deux-Sèvres pour des plateaux et témoigner de la mobilisation :

Contacts presse :

Bassines Non Merci : Adeline : 06 77 16 43 81

Confédération paysanne : Nicolas Girod, porte-parole : 06 07 55 29 09

Caroline Nugues, chargée de communication : 06 95 29 80 78

Soulèvements de la Terre : Benoit Feuillu : 07 69 33 77 93